

No. 34018

**FRANCE
and
REPUBLIC OF KOREA**

Convention concerning judicial assistance in criminal matters. Signed at Paris on 2 March 1995

Authentic texts: French and Korean.

Registered by France on 26 August 1997.

**FRANCE
et
RÉPUBLIQUE DE CORÉE**

Convention d'entraide judiciaire en matière pénale. Signée à Paris le 2 mars 1995

Textes authentiques : français et coréen.

Enregistrée par la France le 26 août 1997.

CONVENTION¹ D'ENTRAIDE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE
ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRAN-
ÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE
CORÉE

Le Gouvernement de la République française

et

Le Gouvernement de la République de Corée, ci-après dénommés
les Parties contractantes,

Désireux d'établir une coopération plus efficace dans le domaine
de l'assistance mutuelle en matière d'entraide judiciaire pénale,

Sont convenus des dispositions suivantes :

TITRE I

Dispositions générales

Article 1

CHAMP D'APPLICATION

1. Les Parties contractantes s'engagent à s'accorder mutuellement, selon les dispositions de la présente Convention, l'aide judiciaire la plus large possible dans toute enquête, poursuite judiciaire ou procédure en matière pénale visant des infractions dont la répression est, au moment où l'entraide est demandée, de la compétence des autorités judiciaires de la Partie requérante.

¹ Entrée en vigueur le 8 mars 1997 par notification, conformément à l'article 24.

2. La présente Convention ne s'applique ni à l'exécution des décisions d'arrestation et des condamnations, ni au transfert des procédures pénales, ni aux infractions militaires qui ne constituent pas des infractions de droit commun.

Article 2

AUTORITES COMPETENTES

Les autorités compétentes sont, pour la République française les autorités judiciaires, y compris le ministère public, et pour la République de Corée, les autorités judiciaires et le ministère public.

Article 3

AUTORITES CENTRALES

1. Chaque Partie contractante désignera une autorité centrale qui déposera ou recevra les demandes visées à la présente Convention. L'autorité centrale pour la République française sera le Ministère de la Justice, l'autorité centrale pour la République de Corée sera le Ministre de la Justice ou un fonctionnaire désigné par ledit Ministre.

2. Les autorités centrales communiqueront entre elles par la voie diplomatique ou, en cas d'urgence, directement, aux fins de la présente Convention.

Article 4

REFUS D'ENTRAIDE

L'entraide judiciaire pourra être refusée :

(a) si la demande se rapporte à des infractions considérées par la Partie requise soit comme des infractions politiques, soit comme des infractions connexes à des infractions politiques ;

(b) si la Partie requise estime que l'exécution de la demande est de nature à porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité, à l'ordre public ou à d'autres intérêts essentiels de son pays ;

(c) si l'affaire qui fait l'objet d'enquêtes, de poursuites ou de procédures dans la Partie requérante, ne constitue pas une infraction aux termes de la législation de la Partie requise.

TITRE II

Demandes d'entraide

Article 5

DEMANDES D'ENTRAIDE

1. La Partie requise fera exécuter, dans les formes prévues par sa législation, les demandes d'entraide relatives à une affaire pénale qui lui seront adressées par les autorités compétentes de la Partie requérante et qui ont pour objet d'accomplir des actes d'instruction ou de communiquer des dossiers, des documents ou des pièces à conviction, ou de restituer à la victime, sans préjudice des droits de tierces parties, conformément aux dispositions législatives applicables, des objets ou valeurs provenant d'une infraction trouvés en la possession de l'auteur de celle-ci.

2. Si la Partie requérante désire que les témoins ou les experts déposent sous serment, elle en fera expressément la demande et la Partie requise y donnera suite si la loi de son pays ne s'y oppose pas.

3. La Partie requise pourra ne transmettre que des copies ou photocopies certifiées conformes des dossiers ou documents demandés. Toutefois, si la Partie requérante demande expressément la communication des originaux, il sera donné suite à cette demande dans toute la mesure du possible.

DEMANDES D'UNE PROCEDURE PARTICULIERE

Si la Partie requérante le demande expressément, la Partie requise l'informerá de la date et du lieu d'exécution de la demande d'entraide. Les autorités et personnes mandatées par celles-ci pourront assister à cette exécution si la Partie requise y consent.

Article 7

REMISE D'OBJETS ET DE DOCUMENTS

1. Les pièces à conviction, ainsi que les originaux des dossiers et documents, qui auront été communiqués en exécution d'une demande d'entraide, seront conservés par la Partie requérante sauf si la Partie requise en a demandé le retour.

2. La Partie requise pourra surseoir à la remise des pièces à conviction, dossiers ou documents dont la communication est demandée, s'ils lui sont nécessaires pour une procédure pénale en cours.

Article 8

PERQUISITIONS ET SAISIES

1. La Partie requise exécute, dans la mesure où ses lois le lui permettent, une demande de perquisition ou de saisie et remet les éléments recueillis à la partie requérante à condition que la demande comporte les informations justifiant cette action au regard des lois de la partie requise.

2. La Partie requise fournit les informations demandées par la partie requérante sur les résultats des perquisitions, le lieu de la saisie, les circonstances de la saisie et la garde subséquente du matériel saisi.

3. La Partie requérante se conforme à toute condition imposée par la Partie requise quant aux objets saisis remis à la Partie requérante.

TITRE III

Remise d'actes de procédure et de décisions judiciaires comparution de témoins, experts et personnes poursuivies

Article 9

REMISE D'ACTES JUDICIAIRES

1. La Partie requise procédera à la remise des actes judiciaires délivrés par les autorités compétentes qui lui seront envoyés à cette fin par la Partie requérante.

Cette remise pourra être effectuée par simple transmission des actes ou des décisions au destinataire. Si la Partie requérante le demande expressément, la Partie requise effectuera la remise dans une des formes prévues par sa législation pour les significations analogues ou dans une forme spéciale compatible avec cette législation.

2. La preuve de la remise se fera au moyen d'un récépissé daté et signé par le destinataire ou d'une déclaration de la Partie requise constatant le fait, la forme et la date de la remise. L'un ou l'autre de ces documents sera immédiatement transmis à la Partie requérante. Sur demande de cette dernière, la Partie requise précisera si la remise a été faite conformément à sa loi. Si la remise n'a pu se faire, la Partie requise en fera connaître immédiatement le motif à la Partie requérante.

3. Les citations à comparaître seront transmises à la Partie requise au plus tard 45 jours avant la date fixée pour la comparution.

Article 10

COMPARUTION DE TEMOINS OU D'EXPERTS

1. Si la Partie requérante estime que la comparution personnelle d'un témoin ou d'un expert devant ses autorités compétentes est particulièrement nécessaire, elle en fera mention dans la demande de remise de la citation et la Partie requise invitera ce témoin ou cet expert à comparaître.

La Partie requise fera connaître la réponse du témoin ou de l'expert à la Partie requérante.

2. Dans le cas prévu au paragraphe 1er du présent article, la demande ou la citation devra mentionner le montant approximatif des indemnités à verser, ainsi que des frais de voyage et de séjour à rembourser.

3. Si une demande lui est présentée à cette fin, la Partie requise pourra consentir une avance au témoin ou à l'expert. Celle-ci sera mentionnée sur la citation et remboursée par la Partie requérante.

Article 11

DEFAUT DE COMPARUTION DU TEMOIN OU DE L'EXPERT

Le témoin ou l'expert qui n'aura pas déféré à une citation à comparaître dont la remise a été demandée ne pourra être soumis, alors même que cette citation contiendrait des injonctions, à aucune sanction ou mesure de contrainte, à moins qu'il ne se rende par la suite de son plein gré sur le territoire de la Partie requérante et qu'il n'y soit régulièrement cité à nouveau.

Article 12

REMISE TEMPORAIRE DE PERSONNES DETENUES

1. Toute personne détenue dont la comparution personnelle en qualité de témoin ou aux fins de confrontation est demandée par la Partie requérante sera transférée temporairement sur le territoire où l'audition doit avoir lieu, sous condition de son renvoi dans le délai indiqué par la Partie requise et sous réserve des dispositions de l'article 10 ou de l'article 13, dans la mesure où celles-ci peuvent s'appliquer.

Le transfèrement pourra être refusé :

- (a) si la personne détenue n'y consent pas,
- (b) si sa présence est nécessaire dans une procédure pénale en cours sur le territoire de la Partie requise,

(c) si son transfèrement est susceptible de prolonger sa détention,
ou

(d) si d'autres considérations impérieuses s'opposent à son transfèrement sur le territoire de la Partie requérante.

2. Une Partie contractante pourra autoriser le transit sur son territoire de personnes détenues par un Etat tiers dont la comparution personnelle aux fins d'audition a été sollicitée par l'autre Partie.

Cette autorisation sera accordée sur demande accompagnée de tous documents utiles.

3. La personne transférée devra rester en détention sur le territoire de la Partie requérante et, le cas échéant, sur le territoire de la Partie requise du transit, à moins que la Partie requise du transfèrement ne demande sa mise en liberté.

4. Chaque Partie contractante pourra refuser d'accorder le transit de ses ressortissants.

Article 13

SAUF-CONDUIT

1. Aucun témoin ou expert, de quelque nationalité qu'il soit, qui, à la suite d'une citation, comparaitra devant les autorités compétentes de la Partie requérante, ne pourra être ni poursuivi, ni détenu, ni soumis à aucune autre restriction de sa liberté individuelle sur le territoire de cette Partie pour des faits ou condamnations antérieurs à son départ du territoire de la Partie requise.

2. Aucune personne, de quelque nationalité qu'elle soit, citée devant les autorités compétentes de la Partie requérante afin de répondre de faits

pour lesquels elle fait l'objet de poursuites, ne pourra y être ni poursuivie, ni détenue, ni soumise à aucune autre restriction de sa liberté individuelle pour des faits ou condamnations antérieurs à son départ du territoire de la Partie requise et non visés par la citation.

3. L'immunité prévue au présent article cessera lorsque le témoin, l'expert ou la personne poursuivie, ayant eu la possibilité de quitter le territoire de la Partie requérante pendant quinze jours consécutifs, après avoir été officiellement avisée que sa présence n'était plus requise par les autorités compétentes, sera néanmoins demeurée sur ce territoire ou y sera retournée après l'avoir quitté.

Article 14

REPRESENTATION ET FRAIS

Les indemnités à verser, ainsi que les frais de voyage et de séjour à rembourser au témoin ou à l'expert par la Partie requérante, seront calculés depuis le lieu de leur résidence et leur seront accordés selon des taux au moins égaux à ceux prévus par les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition doit avoir lieu.

TITRE IV

Casier judiciaire

Article 15

CASIER JUDICIAIRE

1. La Partie requise communiquera, dans la mesure où ses autorités compétentes judiciaires pourraient elles-mêmes les obtenir en pareil

cas, les extraits du casier judiciaire et tous renseignements relatifs à ce dernier qui lui seront demandés par les autorités judiciaires de la Partie requérante pour les besoins d'une affaire pénale.

2. Dans les cas autres que ceux prévus au paragraphe 1^{er} du présent article, il sera donné suite à pareille demande dans les conditions prévues par la législation, les règlements ou la pratique de la Partie requise.

TITRE V

Procédures

Article 16

CONTENU DES DEMANDES

1. Les demandes d'entraide devront contenir les indications suivantes :

- (a) l'autorité dont émane la demande,
- (b) l'objet et le motif de la demande,
- (c) sauf dans le cas d'une demande de remise d'actes judiciaires, un exposé sommaire des faits constitutifs de l'infraction mentionnant la qualification juridique de cette dernière en y joignant les textes de référence,
- (d) dans la mesure du possible, l'identité, l'adresse et la nationalité de toute personne visée,
- (e) une description de l'aide requise, y compris, le cas échéant, des précisions sur les informations ou les preuves recherchées, en particulier les documents, dossiers ou autres éléments à produire ainsi que les questions à poser aux témoins ou aux experts,
- (f) toutes précisions utiles sur les formes spéciales que la Partie requérante souhaite voir appliquer sous réserve du respect du droit de l'Etat requis.

g) le cas échéant, les délais dans lesquels l'entraide devrait être exécutée.

2. Si la Partie requise considère que l'information contenue dans la demande n'est pas suffisante pour lui permettre de traiter celle-ci, elle peut demander des informations complémentaires.

Article 17

CONFIDENTIALITE

Si le souhait en est exprimé, chaque Partie contractante s'efforce de garder confidentielles, dans les limites autorisées par sa loi, les demandes d'entraide ou leur réponse.

Article 18

LANGUES

Les demandes, les documents joints à l'appui et autres communications présentés conformément à la présente Convention doivent être accompagnés d'une traduction dans la langue de la Partie requise.

Article 19

LEGALISATION

Les pièces et documents transmis en application de la présente Convention sont dispensés de toutes formalités de légalisation, sauf demande expresse de l'autorité centrale.

Article 20

INFORMATION SUR LE REFUS OU L'AJOURNEMENT

Si la Partie requise refuse ou ajourne l'entraide, elle informe la Partie requérante des raisons de ce refus ou de cet ajournement.

Article 21

DEPENSES

1. Sous réserve des dispositions de l'article 14, l'exécution des demandes d'entraide ne donnera lieu au remboursement d'aucun frais, à l'exception de ceux occasionnés par l'intervention d'experts sur le territoire de la Partie requise et par le transfèrement de personnes détenues effectué en application de l'article 12.

2. S'il apparaît que l'exécution de la demande exige des dépenses de nature extraordinaire, les Parties contractantes se consulteront pour déterminer les conditions dans lesquelles l'entraide pourra être fournie.

TITRE VI

Echange d'avis de condamnation

Article 22

ECHANGE D'AVIS DE CONDAMNATION

Chaque Partie contractante donnera à l'autre Partie contractante avis des sentences pénales et des mesures postérieures qui

concernent les ressortissants de cette Partie et ont fait l'objet d'une inscription au casier judiciaire. Les Ministères de la Justice se communiqueront ces avis au moins une fois par an.

TITRE VII

Dispositions finales

Article 23

CONSULTATIONS

En cas de besoin, les Parties contractantes se consulteront rapidement, à la demande de l'une ou de l'autre, en ce qui concerne l'interprétation, l'application ou l'exécution de la présente Convention.

Article 24

ENTREE EN VIGUEUR ET DENONCIATION

1. La présente Convention entrera en vigueur trente jours après la date à laquelle les Parties contractantes se seront mutuellement notifié l'accomplissement de leurs procédures respectives nécessaires à son entrée en vigueur.


2. La présente Convention s'applique à toute demande présentée après son entrée en vigueur même si les actes ou omissions y afférents se sont produits avant l'entrée en vigueur de la présente Convention.

3. L'une ou l'autre des Parties contractantes peut dénoncer à tout moment la présente Convention par notification écrite, adressée à l'autre partie par la voie diplomatique. La dénonciation prendra effet six mois après le jour de la notification.

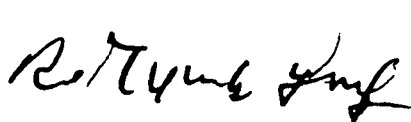
En foi de quoi, les représentants des deux Gouvernements, dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

Fait à Paris, le 2 mars 1975 en double exemplaire, en langues française et coréenne, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République française :

 ¹

Pour le Gouvernement
de la République coréenne :

 ²

¹ Alain Juppé.

² Ro Myung Gong.

[KOREAN TEXT — TEXTE CORÉEN]

프랑스공화국 정부와 대한민국 정부간의
형사사법공조조약

프랑스공화국 정부와 대한민국 정부(이하 “체약당사국”이라 한다)는,
형사사법 공조분야에서의 보다 효율적인 협조체제 수립을 희망하여,
다음과 같이 합의하였다.

제 1 장
일 반 규 정

제 1 조
적 용 범 위

1. 체약당사국은 이 조약의 규정에 따라 공조요청시 그 범죄의 처벌이 요청국 사법당국의 관할에 속하는 범죄와 관련된 형사사건의 수사, 기소 또는 재판절차에서 가장 광범위한 공조를 상대방에게 제공하기로 한다.
2. 이 조약은 체포, 판결의 집행, 형사절차의 이관, 일반 형법상으로는 범죄가 되지 않는 군사법상의 범죄에는 적용되지 아니한다.

제 2 조
주 무 기 관

프랑스공화국의 주무기관은 검사를 포함한 사법당국이고 대한민국의 주무기관은 사법당국과 검사이다.

제 3 조 중 앙 기 관

1. 각 계약당사국은 이 조약의 목적을 위한 공조요청을 행하거나 접수하기 위해 중앙기관을 지정한다. 프랑스공화국의 중앙기관은 법무부가 되며 대한민국의 중앙기관은 법무부장관 또는 법무부장관이 지정한 공무원이다.

2. 중앙기관은 외교경로를 통하여 접촉하며, 긴급한 경우, 이 조약의 목적을 위하여 직접 접촉할 수 있다.

제 4 조 공 조 의 거 절

아래의 경우, 공조를 거절할 수 있다.

- 가. 공조요청이 정치적 범죄 또는 정치적 범죄와 관련된 범죄라고
피요청국이 판단하는 경우
- 나. 공조요청의 이행이 주권, 안전, 공공질서 기타 중요한 국가 이익을
침해할 우려가 있다고 피요청국이 판단하는 경우
- 다. 요청국에서 수사, 기소 또는 재판절차의 대상이 된 행위가 피요청국의
법률상 범죄를 구성하지 않는 경우

제 2 장 공 조 의 청 구

제 5 조 공 조 의 청 구

1. 피요청국은 증거의 취득을 위하여 증거물, 기록 또는 서류를 전달하거나, 또는 필요한 경우, 범죄의 결과로 범죄인의 소지가 된 물건이나 현금을 자국 법률에 따라 제3자의 권리를 침해하지 않는 범위내에서 피해자에게 반환하기 위하여 요청국 주무기관이 형사사건과 관련하여 제기한 어떠한 공조 요청도 자국의 법률에 규정된 방법에 따라 이행한다.

2. 요청국은 증인이나 감정인이 선서하에 증언하기를 희망하는 경우, 명시적으로 요청을 하여야 하고 피요청국은 자국 법률이 금지하지 않는 한 그 요청에 응해야 한다.

3. 요청국이 명시적으로 기록이나 서류의 원본을 요구하지 않는 한, 피요청국은 인증된 사본이나 등본을 전달할 수 있다. 원본을 요구하는 경우, 피요청국은 그 요청에 응하기 위한 모든 노력을 하여야 한다.

제 6 조 특별한 절차에 관한 요청

요청국의 명시적 요청이 있는 경우, 피요청국은 공조요청을 이행할 시간과 장소를 지정하여야 한다. 공무원과 공무원에 의해 위임을 받은 관계자는 피요청국이 동의하는 경우 공조요청의 이행에 참석할 수 있다.

제 7 조 물건 및 서류의 인도

1. 공조요청의 이행에 따라 인도된 원본기록이나 서류 및 증거물은 피요청국이 반환을 요구하지 않는 한 요청국이 보관한다.

2. 피요청국은 인도 요청된 증거물, 기록 및 서류가 현재 진행중인 형사절차에 필요한 경우에는 이러한 물건, 기록 또는 서류의 인도를 연기할 수 있다.

제 8 조 수색 및 압수

1. 피요청국은 수색, 압수 및 물건의 인도에 관한 공조요청에 대해 동 공조요청이 자국법률상 이러한 조치를 정당화하는 정보를 포함하는 경우에만 자국법률이 허용하는 범위내에서 당해 공조요청을 이행한다.

2. 피요청국은 그러한 수색의 결과, 압수의 장소, 압수시 상황 및 압수된 물건의 추후보관에 관하여 요청국이 요청하는 정보를 제공한다.
3. 요청국은 자국에 인도된 압수물건과 관련하여 피요청국이 부과한 어떠한 조건도 준수한다.

제 3 장
서류 및 사법 결정기록의 송달
증인, 감정인 및 피소추자의 출석

제 9 조
사법 서류의 송달

1. 피요청국은 요청국이 이 목적을 위해 자국에 전달한 주무기관 발행 사법 서류를 송달한다. 송달은 이러한 서류 혹은 기록의 수신대상자에게 단순히 전달하는 것으로 진행된다. 요청국이 명시적으로 요청하는 경우, 피요청국은 자국 법률상 유사한 서류의 송달 방법으로 또는 자국 법률에 따른 특별한 방법으로 송달을 이행한다.
2. 송달의 증명은 송달받은 자가 일자를 기입하고 서명한 영수증에 의하거나, 송달이 이행되었다는 사실과 송달의 방식 및 일자를 증명하는 피요청국의 확인서에 의해 행해진다. 이러한 서류는 요청국에 즉시 전달된다. 피요청국은 요청국이 요청하는 경우, 당해 송달이 피요청국의 법률에 따라 행하여졌는지 여부를 설명한다. 송달이 행하여 질 수 없는 경우, 피요청국은 그 이유를 요청국에 즉시 통보하여야 한다.
3. 소환장은 늦어도 출석일로부터 45일 이전에 피요청국에 송부되어야 한다.

제 10 조
증인·감정인의 출석

1. 요청국은 증인·감정인이 자국 주무기관에 출석하는 것이 특별히 필요하다고 판단하는 경우, 소환장의 송달 요청시 그러한 사실을 진술하여야

하며, 피요청국은 당해 증인·감정인이 출석하도록 권유하여야 한다.

피요청국은 당해 증인·감정인의 답변을 요청국에 통보하여야 한다.

2. 이 조 제1항에 규정된 경우, 공조요청서나 소환장에는 지불가능한 수당의 개략적 액수와 환불가능한 여행 및 체재 비용이 표시되어야 한다.

3. 특정한 공조요청이 있는 경우에는, 피요청국은 증인이나 감정인에게 선금을 지급할 수 있다. 이러한 선금의 액수는 소환장에 기재되어야 하며 요청국에 의해 환불된다.

제 11 조 증인·감정인의 불출석

요청국의 요청에 의해 송달된 소환장에 불응해 출석하지 않은 증인이나 감정인은, 비록 그 소환장이 처벌의 경고를 포함하고 있다 하더라도, 추후에 그 자가 요청국 영토에 자발적으로 들어가 다시 정당하게 소환되지 않은 한 어떠한 처벌이나 제한조치를 받지 아니한다.

제 12 조 구금증인 자의 임시 활용

1. 증인으로서 또는 대질신문을 위해 요청국에 의해 출석이 요청된 구금증인 자는 피요청국이 지정한 기한내에 귀국하고 제10조 또는 제13조의 규정에 따를 것을 조건으로 당해 신문이 개최될 예정인 장소로 임시로 이송될 수 있다. 다음의 경우에는 이송을 거절할 수 있다.

가. 구금증인 자가 동의하지 않는 경우

나. 그 자의 존재가 피요청국 영역내에서 진행중인 형사절차에서 필요한 경우

다. 인도가 그 자의 구금기간을 연장할 가능성이 있는 경우

라. 요청국 영토로 그 자를 이송하지 아니할 기타 중요한 이유가 있는 경우

2. 일방 체약당사국은 타방 체약당사국이 신문을 위하여 출석을 요구한 제3자에 구금중인자의 자국영역 통과를 허용할 수 있다. 모든 필요한 서류를 갖추어 요청할 때 허용된다.

3. 이송된 자는 요청국 영역내에서 구금상태에 있어야 하며, 적용 가능한 경우, 이송을 요청한 타방 체약당사국이 그자의 석방을 요청하지 않는 한 통과 후송이 요청된 일방 체약당사국의 영역에서도 구금상태에 있어야 한다.

4. 각 체약당사국은 자국민에 대한 통과와 허용을 거부할 수 있다.

제 13 조 신 변 보 장

1. 소환에 응해 요청국 주무기관에 출석하는 증인이나 감정인은, 국적에 상관없이, 피요청국을 출발하기 전의 행위나 유죄판결과 관련하여 요청국 영역내에서 기소·구금되지 아니하며 어떠한 개인적 자유도 제한받지 아니한다.

2. 자신에 대한 형사절차의 대상이된 행위에 관하여 답변하기 위해 요청국의 주무기관에 소환된 자는, 국적에 상관없이, 소환장에 명시되지 않은 경우 피요청국 영토를 출발하기 전의 행위나 유죄판결을 이유로 기소, 구금되지 아니하며 어떠한 개인적 자유도 제한받지 아니한다.

3. 증인·감정인 또는 기소된 자가 자신의 출석이 요청국 주무기관으로부터 더 이상 요구되지 않는 것으로 공식통보 받은날로부터 15일의 기간이 경과한 후에도 요청국 영토에 남아있거나 또는 떠났다가 돌아온 경우에는 이 조에 규정된 면책은 정지한다.

제 14 조 보상과 비용

요청국이 증인·감정인에게 지불할 체재비를 포함한 수당 및 환불할 여행비용은 그 자의 거주지에서 계산되어야 하며, 신문이 예정된 국가에서 유효한 산정표와 규칙에 규정된 것과 최소한 동일한 비율이어야 한다.

제 4 장 범죄기록

제 15 조 범죄기록

1. 피요청국은 요청국 주무기관이 그 요청을 한 바 있을 경우, 형사사건에 필요한 범죄기록의 요지와 정보를 유사한 사건에서 자국 주무기관에 제공하는 정도로 요청국에 제공한다.

2. 이 조 제1항에 규정된 경우를 제외하고는, 공조요청은 피요청국의 법령 또는 관행에 따라 행해진다.

제 5 장 절 차

제 16 조 공조요청서의 내용

1. 공조요청을 위한 공조요청서에는 다음 사항을 포함하여야 한다.
 - 가. 공조요청 기관
 - 나. 요청의 목적과 이유
 - 다. 서류송달 이외의 공조요청의 경우, 범죄를 구성하는 사실에 대한 간단한 기술 및 법령문을 포함한 관계법령에 대한 진술
 - 라. 가능한 경우, 관계인의 신원, 거주지 및 국적

- 마. 적절한 경우, 요청된 정보 및 증거의 상세사항을 포함하고 특히, 제출될 서류, 기록 또는 물건 및 증인 또는 감정인에게 제시될 신문사항을 포함한 공조요청에 관한 기술
- 바. 피요청국의 법률이 허용하는 범위내에 요청국이 적용하기를 원하는 특정절차에 관한 모든 유용한 사항
- 사. 필요한 경우, 공조요청의 이행이 요망되는 기한

2. 피요청국은 공조요청서에 포함된 정보가 공조요청을 이행하기에 충분하지 않다고 판단하는 경우, 추가정보를 요청할 수 있다.

제 17 조 비밀 보호

각 계약당사국은 요청이 있는 경우, 자국법률이 허용한 범위내에서 공조 요청 혹은 답변에 대한 비밀을 유지하기 위해 최대한 노력한다.

제 18 조 언어

공조요청서, 근거서류 및 기타 이 조약에 따른 통신문에는 피요청국 언어로 된 번역문을 첨부하여야 한다.

제 19 조 증인

이 조약에 따라 제출된 증거나 서류는 중앙기관의 명시적 요청이 없는 경우, 어떠한 인증도 필요로 하지 않는다.

제 20 조
공조의 거절 및 연기에 관한 정보

피요청국이 공조제공을 거절 또는 연기하는 경우, 피요청국은 요청국에 그 사유를 통보하여야 한다.

제 21 조
비 용

1. 제14조의 규정에 따를 것을 조건으로 피요청국 영역내에서의 감정인의 참석 또는 제12조에 따른 구금중인 자의 이송으로 야기된 비용을 제외하고는, 공조요청의 이행으로 인한 비용은 환불하지 아니한다.
2. 공조요청의 이행이 예외적인 성격의 비용을 필요로 할 것이 분명해질 경우, 계약당사국은 요청된 공조가 제공될 수 있는 조건을 결정하기 위하여 협의한다.

제 6 장
사법기록 정보의 교환

제 22 조
유죄판결에 관한 정보의 교환

각 계약당사국은 범죄기록에 입력된 타방 계약당사국 국민에 대한 유죄판결 및 후속조치 일체를 타방 계약당사국에 통보한다. 법무부는 그러한 정보를 적어도 1년에 한번씩 교환한다.

제 7 장
최종 규정

제 23 조
상 호 협 의

필요한 경우, 계약당사국은 이 조약의 해석, 적용 또는 이행과 관련하여 일방당사국의 요청이 있는 경우 즉시 협의한다.

제 24 조
발효 및 종료

1. 이 조약은 양 체약당사국이 이 조약의 발효를 위한 각국의 요건이 충족되었음을 상호 통보한 날로부터 30일후 발효한다.
2. 이 조약은 관련각위 또는 부각위가 이 조약 발효일 이전에 행하여진 경우라도 이 조약 발효일 이후에 제출된 공조요청에 대하여 적용된다.
3. 각 체약당사국은 외교경로를 통해 타방 체약당사국에 서면 통보함으로써 언제든지 이 조약을 종료시킬 수 있다. 통보일자로부터 6월후에 종료된다.

이상의 증거로, 양국 정부의 정당한 권한을 위임받은 대표는 이 조약에 서명하였다.

1995년 3월 2 일 파리에서 동등히 정본인 프랑스어 및 한국어로 각 2부씩 작성하였다.

프랑스공화국 정부를 위하여

대한민국 정부를 위하여

Nan Jupp

공로병

[TRANSLATION — TRADUCTION]

CONVENTION¹ BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH
REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF
KOREA CONCERNING JUDICIAL ASSISTANCE IN CRIMINAL
MATTERS

The Government of the French Republic and the Government of the Republic of Korea, hereinafter referred to as “the Contracting Parties”,

Wishing to establish more effective cooperation with respect to judicial assistance in criminal matters,

Have agreed on the following provisions:

PART I

GENERAL PROVISIONS

Article 1

SCOPE

1. The Contracting Parties undertake to extend to each other, in accordance with the provisions of this Convention, the broadest possible judicial assistance in any investigation, legal proceedings or criminal proceedings relating to offences the punishment of which is, at the time when assistance is requested, within the competence of the judicial authorities of the requesting Party.

2. This Convention shall not apply to the execution of warrants of arrest and sentencing, to transfers of criminal proceedings, or to military offences that do not constitute offences under ordinary law.

Article 2

COMPETENT AUTHORITIES

The competent authorities shall be, for the French Republic, the judicial authorities, including the government procurator’s office, and, for the Republic of Korea, the judicial authorities and the government procurator’s office.

Article 3

CENTRAL AUTHORITIES

1. Each Contracting Party shall designate a central authority which shall file or receive the requests referred to in this Convention. The central authority for the French Republic shall be the Ministry of Justice, and the central authority for the

¹ Came into force on 8 March 1997 by notification, in accordance with article 24.

Republic of Korea shall be the Minister of Justice or an official designated by the said Minister.

2. For the purposes of this Convention, the central authorities shall communicate with each other through the diplomatic channel or directly in the event of an emergency.

Article 4

REFUSAL TO PROVIDE JUDICIAL ASSISTANCE

Judicial assistance may be refused:

- (a) If the request relates to any offence which the requested Party regards as a political offence or an offence connected with a political offence;
- (b) If the requested Party considers that execution of the request is likely to impair the sovereignty, security, public policy or other essential interests of its country;
- (c) If the matter which is the subject of investigations, proceedings or procedures in the requesting Party does not constitute an offence under the legislation of the requested Party.

PART II

REQUESTS FOR ASSISTANCE

Article 5

REQUESTS FOR ASSISTANCE

1. The requested Party shall cause to be executed, in the manner prescribed by its legislation, requests for assistance relating to a criminal case which are forwarded to it by the competent authorities of the requesting Party and whose object is the performance of acts pertaining to the investigation of the case or the communication of records, documents or evidence or to restore to the victim, without prejudice to the rights of third parties, in accordance with the applicable legislative provisions, articles or valuables which are the proceeds of an offence found in the possession of the perpetrator thereof.

2. If the requesting Party wishes to have witnesses or experts give testimony under oath, it shall make an express request to that effect and the requested Party shall comply with it unless its legislation precludes this.

3. The requested Party may transmit only certified true copies or photocopies of the records or documents requested. However, if the requesting Party expressly asks for communication of the originals, its request shall be complied with to the extent possible.

Article 6

REQUESTS FOR A SPECIAL PROCEDURE

If the requesting Party makes an express application to that effect, the requested Party shall inform it of the date and place of execution of the request for

assistance. The authorities and their authorized representatives may be present at the execution if the requested Party so agrees.

Article 7

DELIVERY OF ARTICLES AND DOCUMENTS

1. Evidence and originals of records and documents which have been communicated in execution of a request for assistance shall be kept by the requesting Party unless the requested Party has requested that they should be returned.

2. The requested Party may delay the delivery of evidence, records or documents whose communication is requested if they are required for criminal proceedings in progress.

Article 8

SEARCH AND SEIZURE

1. The requested Party shall execute, to the extent permitted by its laws, a request for search or seizure and shall deliver the articles collected to the requesting Party, provided that the request contains information that justifies such action in the eyes of the laws of the requested Party.

2. The requested Party shall provide the information requested by the requesting Party concerning the results of the search, the place of seizure, the circumstances of the seizure and the subsequent custody of the material seized.

3. The requesting Party shall comply with any conditions imposed by the requested Party with respect to the seized articles delivered to the requesting Party.

PART III

DELIVERY OF JUDICIAL DOCUMENTS AND JUDICIAL DECISIONS; APPEARANCE OF WITNESSES, EXPERTS AND ACCUSED PERSONS

Article 9

DELIVERY OF JUDICIAL DOCUMENTS

1. The requested Party shall effect the delivery of judicial documents transmitted to it for that purpose by the requesting Party.

Such delivery may be effected by a simple handing over of the documents or decisions to the intended recipient. If the requesting Party makes an express request to that effect, the requested Party shall effect the delivery using one of the methods provided for by its legislation for the service of similar documents or a special method consistent with such legislation.

2. Proof of delivery shall consist either of a receipt dated and signed by the recipient or of a statement issued by the requested Party confirming that delivery has been effected and indicating the method and date thereof. The document showing proof of delivery shall be transmitted forthwith to the requesting Party. At the re-

quest of the latter, the requested Party shall indicate whether delivery was effected in accordance with its law. If it was not possible to deliver the document, the requested Party shall immediately inform the requesting Party why delivery could not be effected.

3. A summons to appear in court shall be transmitted to the requested Party not later than 45 days before the date set for the appearance.

Article 10

APPEARANCE OF WITNESSES OR EXPERTS

1. If the requesting Party considers that the personal appearance of a witness or an expert before its competent authorities is particularly necessary, it shall indicate this in the request for delivery of the summons, and the requested Party shall urge the witness or expert to appear.

The requested Party shall notify the requesting Party of the response of the witness or expert.

2. In the case provided for in paragraph 1 of this article, the request or summons must mention the approximate amount of the allowances to be paid and the travel and subsistence expenses to be reimbursed.

3. If a request is made to that effect, the requested Party may issue an advance to the witness or experts. This shall be mentioned in the summons and reimbursed by the requesting Party.

Article 11

FAILURE OF A WITNESS OR EXPERT TO APPEAR

A witness or expert who fails to comply with a summons to appear in court the delivery of which was requested may not be subjected, even where such summons contains injunctions, to any penalty or measure of constraint, unless he subsequently goes, of his own free will, to the territory of the requesting Party and is summoned again in due form.

Article 12

TEMPORARY TRANSFER OF DETAINED PERSONS

1. Any detained person whose appearance as a witness or for the purposes of confrontation is requested by the requesting Party shall be transferred temporarily to the territory in which the hearing is to take place on condition that he is sent back within the period indicated by the requested Party and subject to the provisions of article 10 or article 13 in so far as they may apply.

The transfer may be denied:

- (a) If the detained person does not give his consent,
- (b) If his presence is required in criminal proceedings taking place in the territory of the requested Party,

- (c) If his transfer is likely to prolong his detention, or
- (d) If there are other compelling reasons against transferring him to the territory of the requesting Party.

2. A Contracting Party may authorize the transit through its territory of persons detained by a third State whose personal appearance for the purpose of a hearing has been requested by the other Party.

Such authorization shall be granted in response to a request accompanied by all the relevant documents.

3. The person who is transferred must remain in detention in the territory of the requesting Party and, if necessary, in the territory of the requested Party of transit, unless the requested Party asks for his release.

4. Each Contracting Party may refuse to grant authorization for the transit of its nationals.

Article 13

SAFE CONDUCT

1. No witness or expert of any nationality who, in response to a summons, appears before the competent authorities of the requesting Party, shall be prosecuted, detained or subjected to any other restriction of his personal liberty in the territory of that Party by reason of acts committed or a conviction pronounced prior to his departure from the territory of the requested Party.

2. No person of any nationality who is summoned to appear before the competent authorities of the requesting Party for the purpose of giving evidence about acts in respect of which proceedings have been instituted against him shall be prosecuted, detained or subjected to any other restriction of his personal liberty by reason of acts committed or a conviction pronounced prior to his departure from the territory of the requested Party and not mentioned in the summons.

3. The immunity provided for in this article shall cease if the witness, expert or person against whom proceedings have been instituted, having had the opportunity to leave the territory of the requesting Party during a period of 15 consecutive days after being officially notified that his presence was no longer required by the competent authorities, nevertheless remains in that territory or, having left it, returns to it.

Article 14

REPRESENTATION AND COSTS

The allowances to be paid and the travel and subsistence costs to be reimbursed to witnesses and experts by the requesting Party shall be calculated from the place of their residence and shall be at least equal to those provided for under the scales and regulations in force in the country in which the appearance is required.

PART IV

COURT RECORDS

Article 15

COURT RECORDS

1. The requested Party shall, to the extent that its competent judicial authorities would themselves be able to obtain them in a similar case, transmit excerpts from the court records and any information relating thereto which is required of it by the judicial authorities of the requesting Party for the purposes of a criminal case.

2. In cases other than those provided for in paragraph 1 of this article, such a request shall be complied with on the conditions provided for by the legislation, regulations or practice of the requested Party.

PART V

PROCEDURE

Article 16

CONTENT OF REQUESTS

1. Requests for reciprocal assistance shall contain the following particulars:

(a) The name of the requesting authority;

(b) The purpose of and reason for the request;

(c) Exception in the case of a request for the delivery of judicial documents, a brief statement of the facts constituting the offence, mentioning its characterization and enclosing the relevant texts;

(d) To the extent possible, the identity, address and nationality of any person concerned;

(e) A description of the assistance required, including, where appropriate, details concerning particulars or evidence sought, especially documents, files or other elements to be produced, as well as questions to be put to the witnesses or experts;

(f) Any relevant information on the special forms that the requesting Party wishes to see applied, subject to compliance with the law of the requested State;

(g) Where appropriate, the period of time during which requests for assistance shall be executed.

2. If the requested Party considers that the request does not contain sufficient information to enable it to process the request, it may request additional information.

Article 17

CONFIDENTIALITY

If so requested, each Contracting Party shall endeavour to keep confidential, to the extent authorized by its law, requests for assistance or its responses to such requests.

Article 18

LANGUAGES

Requests, supporting documents and other communications submitted in accordance with this Convention shall be accompanied by a translation in the language of the requested Party.

Article 19

AUTHENTICATION

The documents transmitted pursuant to this Convention shall be exempted from any authentication formality unless the central authority expressly requests it.

Article 20

INFORMATION CONCERNING REFUSAL OR POSTPONEMENT

If the requested Party refuses or postpones judicial assistance, it shall inform the requesting Party of the reasons thereof.

Article 21

EXPENSES

1. Subject to the provisions of article 14, the execution of requests for judicial assistance shall not give rise to the reimbursement of any costs with the exception of those incurred as a result of the appearance of experts in the territory of the requested Party and the transfer of detained persons in accordance with article 12.

2. If the execution of the request appears to involve extraordinary expenses, the Contracting Parties shall consult each other to determine the conditions under which judicial assistance may be provided.

PART VI

EXCHANGE OF NOTICE OF CONVICTIONS

Article 22

EXCHANGE OF NOTICE OF CONVICTIONS

Each Contracting Party shall report to the other Contracting Party criminal sentences and other subsequent measures which concern nationals of that Party

and which have been entered in the court records. The Ministries of Justice shall exchange such reports at least once a year.

PART VII

FINAL PROVISIONS

Article 23

CONSULTATIONS

If necessary, the Contracting Parties shall, at the request of either Party, rapidly consult each other regarding the interpretation, application or execution of this Convention.

Article 24

ENTRY INTO FORCE AND DENUNCIATION

1. This Convention shall enter into force 30 days following the date on which the Contracting Parties notify each other that they have completed their respective formalities for its entry into force.

2. This Convention shall apply to any request submitted after its entry into force even if the acts or omissions relating thereto occurred prior to its entry into force.

3. Either Contracting Party may denounce this Convention at any time by sending a written notification to the other Party through the diplomatic channel. The denunciation shall take effect six months after the date of such notification.

IN WITNESS WHEREOF, the representatives of the two Governments, being duly authorized for that purpose, have signed this Convention.

DONE at Paris, on 2 March 1995, in duplicate, in the French and Korean languages, both texts being equally authentic.

For the Government
of the French Republic:

ALAIN JUPPÉ

For the Government
of the Republic of Korea:

RO MYUNG-GONG

